

PLENIERE DES 12 ET 13 DECEMBRE 2005
DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

*Intervention de Véronique Bérégovoy,
pour le groupe des élus Verts*

La crise des banlieues que nous venons de traverser est révélatrice d'une vraie crise sociale profonde de notre société qui nous concerne tous.

La violence à laquelle nous avons été confrontée est bien évidemment l'expression d'un mal être profond. Elle a remplacé la parole, le dialogue, l'écoute qu'il doit y avoir entre les uns et les autres.

Cette situation doit nous obliger à analyser les causes profondes afin d'apporter des réponses à la hauteur de celles-ci, sinon, il y aura d'autres explosions qui risquent d'être encore plus violentes.

Accumulation et concentration de tous les problèmes ; chômage, revenus minimums, logements insalubres, fermeture de services publics, manque de transports en communs, graves problèmes de santé, perte de repères, d'identité, les émeutes ont bien pour origine la misère sociale, la discrimination et le manque de perspective d'avenir (conclusions d'un rapport effectué par les RG à propos des violences urbaines). Et quand l'insupportable est supporté par des millions de français, il suffit d'une étincelle pour faire exploser cela, en l'occurrence la mort de deux enfants et des propos injurieux de la part de celui qui doit être irréprochable au vu de son statut.

Dans ce contexte quelles réponses ont été apportées par ce gouvernement ?

Après avoir instauré un état d'urgence avec la mise en place d'un couvre feu faisant croire au monde entier que la France était en guerre civile, après avoir mis en place des mesures complètement inappropriées face à la gravité de la situation, il a non seulement, pas du tout remis en cause sa politique libérale anti-sociale mais plutôt renforcé ses mesures inégalitaires qui accentuent les exclusions :

Exclusion tout d'abord pour tous ceux qui, souvent appréhendés sans preuve, ont été condamnés en comparution immédiate à des peines de prison ferme qui resteront comme autant de marques indélébiles dans la construction de leur avenir.

Exclusion également pour toutes celles et tous ceux qui vivent sur notre territoire sans papier ; les « sans droits » et « sans identité » livrés à des vies particulièrement précaires voir dangereuses. Ce sont des coupables idéaux pour une droite qui recherche à créer des ponts avec l'extrême droite.

Exclusion pour les jeunes qui au nom d'un échec scolaire effectif ou prévisible se verront exclus de l'école à 14 ans afin de rentrer en apprentissage. Il y a des cadeaux que l'on fait au patronat qui rappellent les heures les plus sombres de l'histoire sociale de notre pays.

Exclusion enfin pour toutes celles et tous ceux qui vivent dans des conditions de plus en plus difficiles ; radiation des listes ANPE, expulsions de leur logement ; jamais depuis des décennies une telle violence anti-sociale s'était abattue sur les classes les plus fragiles.

Ce que la droite n'ose pas avouer, c'est l'immense injustice qu'elle a instauré comme règle de gouvernement. Réduction des impôts pour les plus riches d'une part et diminution des aides sociales et de l'intervention de l'État d'autre part. Comment ne pas condamner cela au regard de l'exigence sociale et citoyenne en droit d'attendre toutes celles et tous ceux qui vivent dans ces quartiers ? Quel avenir, quels espoirs pour une partie d'une jeunesse qui n'a le choix qu'entre le chômage ou un emploi précaire ?

La droite ne peut ni ne doit cacher ses objectifs plus longtemps. L'annonce des 6000 emplois supprimés à EDF est exemplaire, on supprime des emplois pour gagner des gains de productivité car c'est la demande exclusive des actionnaires de cette entreprise. Dans notre région, plus précisément en Seine-Maritime, ce sont 60 nouveaux postes dans les écoles qu'il faudra rendre au ministère – essentiellement dans les écoles situées dans les zones d'éducation prioritaires : là même où se sont déroulés les incidents, là aussi où la plus part des associations essaient de survivre, sans parler de celles qui sont déjà mortes, suite à des coupes budgétaires draconiennes de la part de l'État alors que tout le monde sait qu'elles ont un rôle fondamental de soutien et de lien dans les quartiers.

Finalement, le couvre-feu instauré pour 3 mois n'est que la partie visible d'un dispositif visant à imposer l'ordre dans une société de plus en plus précarisée.

Comme leurs prédécesseurs du 19^{ème} siècle, la droite gouvernementale cherche à criminaliser la misère et le mouvement social. On est bien loin du mieux vivre ensemble que cherchaient à promouvoir ces parlementaires qui, le 9 décembre 1905, instauraient la laïcité comme base essentielle de notre république. Ce qu'ils cherchaient à inscrire dans le marbre, c'était le caractère social et citoyen de notre espace public commun. L'égalité des chances pour tous les enfants de la République n'était pas encore ce slogan malheureusement galvaudé de ce début de troisième millénaire ; mais il résonnait à l'oreille de tous comme un espoir de lendemains meilleurs.

Aujourd'hui, mission nous est donné de recréer des perspectives d'avenir afin de faire reculer durablement les véritables insécurités que connaissent au quotidien les habitants des quartiers défavorisés ; c'est-à-dire les insécurités sociales, sanitaires, environnementales et citoyennes.

Voilà le véritable enjeu de nos politiques.